

ANDRÉS NADER*

HISTOIRE LOCALE: RÉFLEXION ET TRAVAIL DE MÉMOIRE, UNE ÉDUCATION POUR LA DÉMOCRATIE ?

1. COMMENT LA FONDATION AMADEU ANTONIO EN EST ARRIVÉ AU TRAVAIL DE MÉMOIRE

La Fondation Amadeu Antonio fut fondée en 1998 dans le but de renforcer l'engagement de la société civile allemande contre l'extrême droite, le racisme et l'antisémitisme. Presque dix ans après la chute du mur, il s'agissait d'attirer l'attention du public sur l'évolution des activités de l'extrême droite dans les nouveaux Länder, ainsi que de soutenir les initiatives locales qui, en dépit de tous les obstacles, voulaient agir contre l'acceptation et la normalisation de l'extrémisme de droite dans ces régions. La Fondation tient son nom d'Amadeu Antonio Kiowa, un travailleur originaire d'Angola sous contrat en RDA. Depuis 1987, il vivait à Eberswalde au Brandebourg (Allemagne de l'Est). La nuit du 24 au 25 novembre 1990, un groupe d'une cinquantaine de jeunes blancs se mit à parcourir la ville pour faire la chasse aux noirs. Ils trouvèrent Amadeu Antonio Kiowa dans un restaurant ainsi que deux autres noirs et les rouèrent de coups. Les deux autres parvinrent à prendre la fuite, bien que grièvement blessés. Quant à A. A. Kiowa, il tomba dans le coma et succomba. Voici comment ce jeune homme de 28 ans devint l'une des premières victimes connues de violence raciste en Allemagne après la réunification. Nos statistiques comptent actuellement 140 meurtres motivés par l'extrémisme de droite et le racisme depuis 1990.

La Fondation fut créée dans le but de transformer le milieu social qui engendre et permet une telle violence haineuse. Mais la violence n'était (et n'est) pas sa seule préoccupation, il y a aussi son contexte : le racisme quotidien, les attitudes antisémites et les ressentiments anti-démocratiques. Pour l'exprimer de manière positive, elle revendique une culture démocratique, les droits de l'homme et le respect pour tous. La Fondation Amadeu Antonio poursuit ces objectifs par

* Andrés J. Nader dirige le programme sur les cultures de la mémoire de l'Holocauste pour la Fondation Amadeu Antonio à Berlin. Il a publié *Traumatic Verses: On Poetry in German from the Concentration Camps, 1933-1945* (Camden House, 2007) qui a obtenu le « MLA Prize for Independent Scholars » en 2008.

le biais de trois domaines d'activités principales : (1) la conscientisation du public, (2) l'encouragement et le conseil d'initiatives et (3) les projets effectifs¹.

(1) Outre des prises de position et des contacts constants avec la presse, le travail de communication de la Fondation consiste en un site officiel et un portail Internet (www.mut-gegen-rechte-gewalt.de), afin d'attirer l'attention de manière constante (et non plus selon l'humeur des médias) sur la problématique de l'extrême droite, du racisme et de l'hostilité à la démocratie. Il consiste également à accroître la présence et renforcer l'effet médiatique des initiatives régionales. Pour citer un exemple de ce travail avec les médias : lorsque le gouvernement fédéral créa les premiers programmes pour la lutte contre l'extrémisme de droite, il a exclusivement consacré ceux-ci aux néonazis. La Fondation a donc lutté publiquement pour le soutien aux victimes de violence de l'extrême droite et, ce faisant, elle est parvenue à ce que des services sociaux pour les victimes de ces violences soient mis en place dans les nouveaux Länder.

(2) L'encouragement de projets agissant pour le développement d'une culture démocratique et opposés à l'idéologie néo-nazie constitue une composante essentielle du travail de la Fondation. Le soutien d'initiatives et de projets issus de la société civile ne se limite pas à l'aspect financier : elle conseille, met en contact les instances concernées et travaille en collaboration avec divers groupes qui combattent la culture quotidienne d'extrême droite. Grâce aux dons, la Fondation dispose aussi d'un fonds, afin d'assurer une aide non-bureaucratique aux victimes de violence de l'extrême droite et raciste.

(3) Depuis quelques années, la Fondation organise également ses propres projets, notamment dans les domaines suivants : Fondations citoyennes (*Bürgerstiftungen*), droit des enfants, autonomisation politique des femmes dans les zones rurales, comparaison des cultures de la mémoire en Allemagne de l'Ouest et en Allemagne de l'Est et antisémitisme. Depuis 2004, la focalisation de la Fondation sur l'antisémitisme provenait principalement de diverses causes. Entre autres, on constatait une ignorance générale de l'actualité du phénomène avec, en corollaire, l'importance de l'histoire du nazisme pour la société allemande, surtout la difficulté d'aborder cette histoire dans les deux États allemands après la Seconde Guerre mondiale. À cela s'ajoutait l'augmentation, après le 11 septembre, de propos et d'incidents antisémites dans les milieux musulmans et dans la gauche anti-mondialiste.

Dans ce contexte, la Fondation a mis sur pied deux expositions itinérantes depuis 2004 : l'une présente les formes actuelles de l'antisémitisme et l'autre, dont l'ouverture a eu lieu en 2007, est consacrée à l'antisémitisme en RDA. Depuis, les deux expositions sont un franc succès. La deuxième a déclenché de véritables débats. Elle semble avoir mis le doigt sur un sujet tabou, car elle remet en cause l'hypothèse selon laquelle l'antisémitisme aurait été éradiqué de la société par

l'antifascisme ordonné de la RDA. Le fait que ces sujets soient publiquement discutés est important, c'est ainsi que des débats et d'autres manifestations sont organisées dans le cadre de ces expositions. Ceci constitue un progrès considérable dans la lutte contre l'antisémitisme : désigner le sujet ouvertement et ne pas reléguer la discussion aux cercles académiques uniquement.

Lors de sa création, la Fondation concentrait l'essentiel de son activité aux nouveaux Länder dans lesquels on assistait à la propagation d'une culture quotidienne d'extrême droite ainsi qu'à l'apparition de zones à risque pour des non-blancs, zones où il y avait des cas particulièrement graves de violence d'extrême droite et où ni la justice, ni la police ni les politiques n'étaient en mesure de reconnaître le problème et, encore moins, d'agir efficacement contre. Depuis la création de la Fondation, l'ampleur du problème n'a pas diminué mais, dans certains endroits, la société civile et la politique prirent davantage conscience de son existence. Cependant, à l'Ouest aussi, les néo-nazis pouvaient recommencer à édifier et perfectionner leurs structures. Ils gagnaient de l'influence sur la culture quotidienne et la culture de la mémoire. Depuis 2006, la Fondation consacre des projets spécifiques à l'histoire et à la culture de la mémoire, car il ressort clairement du travail de la société civile contre l'extrême droite que l'histoire du nazisme et de la Shoah joue toujours un rôle dans la naissance d'idées antidémocratiques en Allemagne. Cette hypothèse, selon laquelle il ne faut pas seulement chercher les racines du néo-nazisme, du racisme et des idées antidémocratiques dans le contexte socio-économique immédiat des néo-nazis, comme on le prétend parfois dans la presse, mais également dans une transmission intergénérationnelle plus ample de modèles de pensée, des dispositions et d'idéologie, a été confirmée par une étude menée par Oliver Decker, Katharina Rothe et d'autres sur demande de la Fondation Friedrich Ebert (2008). Cette étude porte le nom : *Un regard vers le milieu : à propos de l'émergence des dispositions extrémistes de droite ou démocratiques en Allemagne*², et soutient, entre autres, que « le passé national-socialiste est extrêmement important, non seulement pour les jeunes néo-nazis. En ce qui concerne le développement d'idées politiques, la réflexion sur l'époque nationale-socialiste occupe une position clé³ ». L'étude précise : « en ce qui concerne le développement de dispositions démocratiques, [il] s'est révélé que la confrontation au passé nazi agit seulement comme facteur de protection contre l'extrême droite, lorsque la réflexion sur l'implication de chacun et de sa famille réussit et dans la mesure où sont permis la honte et le deuil⁴ ». Et même si les auteurs de cette étude n'expliquent pas leur définition de « l'implication de chacun et de sa famille », ni ne précisent à quoi s'appliquent exactement cette « honte » et ce « deuil », force est de reconnaître qu'ils parlent d'une sorte de confrontation personnelle avec l'histoire du nazisme, qui n'évacue pas les émotions et ne considère pas les événements historiques comme totalement dissociés de l'environnement politique, social et familial propre à chacun.

2. LA CULTURE DE LA MÉMOIRE EN ALLEMAGNE (UNE BRÈVE PRÉSENTATION)

L'histoire de la culture ou des cultures de la mémoire après la Seconde Guerre mondiale dans la région qui était considérée, à l'époque du nazisme, comme le Reich allemand, est très complexe et ne peut être décrite ici. À ce sujet, on recommande l'étude fondamentale de Jeffrey Herf : *Divided Memory: the Nazi Past in the Two Germanys*⁵. Dans cet ouvrage, Herf analyse l'évolution de la culture mémorielle dans les deux États allemands après 1949 et dans l'Allemagne unifiée, avec également un regard sur les continuités personnelles et politiques qui remontent jusqu'à la République de Weimar.

Lorsque l'on considère la culture ou les cultures de la mémoire en Allemagne, on s'aperçoit immédiatement que les cultures mémorielles dans l'ancienne RFA et l'ancienne RDA sont nées dans deux sociétés différentes et, ce faisant, se sont développées chacune à leur manière. La RFA était une démocratie où s'est constituée une culture de débats sur le traitement de l'histoire, incluant la question des coupables et des victimes. C'est ainsi que la volonté largement répandue de tirer un trait sur l'histoire est remise en question par la société.

Dans ce contexte, de nombreuses initiatives de la société civile ont vu le jour. Leur travail représente aujourd'hui une base essentielle pour l'histoire locale et ce sont des partenaires importants pour ce projet de la Fondation. En dépit de son nom, la RDA n'était pas une démocratie, mais plutôt une société qui était passée d'un régime totalitaire à un régime autoritaire. Cela mena à d'importantes déformations dans l'approche même du national-socialisme qui ne furent pas remises en question publiquement. L'histoire de la persécution des Juifs sous le régime national-socialiste a été tellement refoulée, qu'un silence presque total a entouré la vie des Juifs et la Shoah, accompagné en outre d'une politique ouvertement anti-israélienne qui ne dissuada pas les idées antisémites. À l'Est, la connaissance de l'époque nazie ne se développait pas dans le cadre d'une diversité et d'une transparence démocratiques et ne pouvait être remise officiellement en question. Lorsqu'aujourd'hui, en Allemagne, les jeunes s'intéressent à l'histoire de la Shoah, il semble nécessaire de prendre en considération les dimensions historiques de la mémoire, c'est-à-dire l'histoire de la culture de la mémoire et de la politique de la mémoire, pour développer une culture mémorielle autoréflexive.

3. CRÉER UN CADRE POUR LA RÉFLEXION

La réflexion personnelle ne se commande pas. Cependant, on peut créer des circonstances qui y encouragent. Le projet de la Fondation sur l'histoire du national-socialisme et la Shoah vise à encourager, encadrer et organiser sur place la confrontation avec l'histoire locale, tout en incluant l'histoire de la culture mémo-

rielle, avec des acteurs de différentes générations. Le projet « Antisémisme à l'Est et à l'Ouest : rendre visible l'histoire locale » est actuellement financé grâce à des fonds du programme « La diversité est bénéfique » (*Vielfalt tut gut*) du Ministère national pour la famille, les personnes âgées, les femmes et la jeunesse et grâce à une aide de la Ford Foundation.

Le projet prend son point de départ dans le présent en mettant l'accent sur l'aspect local et en veillant aux formes et à la transmission de l'histoire. Il ne débute donc ni en 1933, lorsque Hitler arrive au pouvoir, ni en 1938, l'année de la violence en escalade contre les Juifs, ni en 1941, date du début des déportations en Allemagne, ni en 1945, date de la défaite. Il débute avec la situation locale d'aujourd'hui et pose la question suivante : Comment se souvient-on des événements de 1938 ou de 1941 chez moi, dans ma ville ou dans ma région ? Y a-t-il des monuments, et si c'est le cas, à quoi ressemblent-ils ? Les remarque-t-on, ou bien sont-ils oubliés ou cachés ? Qui les a construits ? Quand ? Et pour quelle raison ? Quels messages véhiculent les monuments construits avant 1990 et les nouveaux érigés au xx^e siècle ? Et, sans doute plus important encore : comment parle-t-on de ce qui a eu lieu à l'époque du nazisme sur place, dans les familles, à l'école, dans la commune, de façon officielle et officieuse ? De tels échanges ont-ils lieu et, si c'est le cas, que peut-on y entendre, y apprendre ? C'est de cette manière que débute le projet, avec l'idée de partir de la réalité vécue des participants pour rendre peu à peu visible les liens avec l'histoire.

Par le terme « histoire », ce projet désigne les évolutions et les événements locaux à l'époque du national-socialisme, mais ce terme est trop abstrait. Le projet vise à connaître les gens qui sont derrière ces événements appartenant à un passé qui n'est pas si lointain. Si ces personnes ont été des victimes ou des coupables dans la communauté, dans le voisinage immédiat et non dans des régions lointaines, on peut alors commencer à envisager l'histoire non plus comme une suite d'actions abstraites sur lesquelles on n'a pas d'influence, mais plutôt comme des actions concrètes d'hommes et de femmes du lieu. On peut alors savoir comment sur place se sont comportés les habitants : s'ils ont adhéré au Parti national-socialiste, chassé le maire, mis le feu à la synagogue, vendu ou acheté des meubles issus de l'appartement de familles juives expulsées. Ou bien s'ils ont dû se cacher, s'ils ont été dénoncés par leurs voisins ou déportés, quels sont les voisins qui les ont aidés. La plupart des habitants ont-ils mené une vie « parfaitement normale », avec des promenades du dimanche et un sapin de Noël, pendant que des enfants juifs étaient expulsés de l'école ou que leurs voisins disparaissaient ou étaient arrêtés ? Et quel lien y a-t-il entre une telle « normalité » et le génocide ? Une approche de l'histoire locale spécifique conduit souvent, mais pas toujours et parfois avec des détours, à ce que les jeunes se demandent : où était donc ma grand-mère à l'époque ? Que faisait grand-père ? Comment les professeurs de mon école traitaient-ils les enfants juifs ? Et aujourd'hui, que raconte l'école à ce sujet

ou pourquoi n'en parle-t-on pas ? Quel lien ai-je avec tout cela aujourd'hui ? Quels sentiments ce savoir fait-il naître en moi ? Pourquoi ? Mais ces questions réclament curiosité et franchise et non, comme c'est souvent le cas dans le contexte pédagogique, la réticence, la crainte et l'impératif de se sentir consterné.

Ainsi par le terme « histoire », le projet désigne, entre autres, la façon dont était (et est) perçue la culture du souvenir, de façon locale, officielle et officieuse, et quel est le lien avec la politique de la mémoire, l'instrumentalisation de l'histoire, autrefois et aujourd'hui ? Pour ne citer qu'un exemple : quelle différence y a-t-il entre une plaque commémorative de 1960 (en Allemagne de l'Ouest) sur laquelle on peut lire qu'« à l'époque du nazisme nos concitoyens juifs devaient entamer ici leur dernier voyage », une plaque commémorative de 1960 (en Allemagne de l'Est) dédiée aux « victimes du fascisme » et une plaque de 1987 (à l'Ouest) qui fait mention de « dizaines de milliers de citoyens juifs » qui « furent déportés et assassinés par les bourreaux nazis dans les camps de la mort » ? Où retrouve-t-on la société civile dans les expressions de ces plaques commémoratives ?



Gunter Deming pose le premier pavé commémoratif (*Stolpersteine*, littéralement pierre faisant trébucher) à Dessau-Roßlau le 19 Mai 2008. Crédit Andrés Nader

4. LE PROJET « RENDRE VISIBLE L'HISTOIRE LOCALE »

Pour mettre en évidence les différences dans les cultures mémorielles, le projet est conduit dans un ancien Land, la Basse-Saxe, et dans un nouveau, la Saxe-Anhalt. Concrètement pour ce projet, nous avons trouvé des partenaires locaux avec lesquels nous coordonnons des activités sur place. À Salzgitter, en Basse-Saxe, Maïke Weth, une jeune historienne, a organisé une série de projets avec des jeunes en collaboration avec une association locale travaillant sur l'histoire de la ville depuis 1983. Afin de les intéresser, on décida de travailler avec de nouveaux médias : les jeunes sont censés enregistrer des chansons de rap sur l'histoire de la ville de Salzgitter, tourner un film sur le sujet et créer une émission radio pour les deux premiers projets⁶. Sept jeunes hommes de 18 à 23 ans, issus de milieu modeste, se sont inscrits pour participer à la création des chansons de rap. Ils étaient d'abord intéressés à enregistrer des chansons dans un vrai studio sous la conduite d'un professionnel. Huit autres jeunes âgés de 11 à 16 ans se sont inscrits pour participer à la production d'un film. D'abord, les jeunes s'intéressaient principalement au travail avec les médias. Au début, le thème n'était pour la plupart (pas pour tous) qu'une préoccupation secondaire. Lors de leurs réunions hebdomadaires, les deux groupes s'informaient toujours sur l'histoire de la ville pendant l'époque nazie, ainsi que sur la culture de la mémoire locale. Ils apprenaient l'histoire par le biais de visites guidées à travers la ville, de discussions, de projets tels que des collages et des *mind maps*, des visites au mémorial et camp de concentration Dürre et de monuments « nationaux » et autres « lieux de mémoire » à Berlin. La confrontation avec l'histoire doit avoir lieu dans une atmosphère agréable et ouverte où certains aspects – comme un voyage à Berlin, la collaboration, la technique – font plaisir et où, contrairement à l'environnement scolaire, la priorité n'est pas accordée à l'évaluation du travail. Ainsi, les lacunes et les questions difficiles et personnelles peuvent être abordées plus facilement.

À Dessau, en Saxe-Anhalt, le projet de film agit dans une optique comparable. Il traite de l'histoire d'un camp pour Tsiganes et Roms situé juste à l'extérieur de la ville et dont les détenus furent sans doute déportés et assassinés à Auschwitz. Dans ce projet de film, la pédagogue Jana Müller et les jeunes suivent les traces des gens de cette ville qui furent transportés dans le camp. Les jeunes se sont documentés sur son histoire, ont interviewé des survivants et pris part à la manifestation commémorative des Tsiganes et des Roms à Auschwitz début août 2008. Lors de la prise de contact avec Jana Müller, employée au centre alternatif pour jeunes de Dessau, on souleva la question de savoir si le projet local pouvait se concentrer sur l'histoire de la persécution des Tsiganes et des Roms. Il ne fut pas difficile de prendre une décision positive : ce qui est important dans le projet est l'ancrage local, la spécificité de l'histoire et le cadre historique. L'histoire des Tsiganes et des Roms à l'époque du nazisme a été étouffée dans les deux États

allemands. Dans le quartier gouvernemental à Berlin, on ne trouve toujours pas de monument en mémoire des Tsiganes et des Roms assassinés sous le nazisme, contrairement au monument à la mémoire des Juifs assassinés d'Europe (construit en 2005) ainsi qu'au monument pour les homosexuels persécutés (2008).

Les projets locaux présentés ici réalisent des projets « classiques » avec les jeunes qui leur offrent la possibilité d'aborder l'histoire de manière différente. Comme dans les autres projets locaux, il est important que les jeunes (et dans certains cas, les adultes) présentent leurs résultats publiquement ou les rendent accessibles à tous. Ainsi, ils font l'expérience de la participation à la société, en général, et des processus sociaux de confrontation à l'histoire locale du national-socialisme et de la Shoah, en particulier. La pertinence publique de cette participation à la société civile devient évidente également lorsqu'un monument local est érigé, comme par exemple les pavés commémoratifs (*Stolpersteine*) qui ont été posés dans le cadre d'un autre projet local à Dessau. Pour poser de tels pavés, un travail de recherche mais aussi politique est nécessaire pour convaincre la communauté d'accepter leur mise en place, pour informer la société de la raison pour laquelle ils ont été posés et en mémoire de qui.

Il n'est pas évident de décrire des processus de confrontation à l'histoire, à moins qu'on fasse une « description dense » (*thick description*) ethnographique qui cerner des processus spécifiques. Il s'est plutôt agi, pour nous, de rendre compte des conditions qui permettent de tels processus. L'approche de l'histoire proposée ici renonce à l'impératif de la consternation, elle a pour but d'éveiller la curiosité sur des détails et des personnes concrètes, et elle encourage à poser des questions et à réfléchir à la façon dont les individus ont agi à l'époque et peuvent agir aujourd'hui.

Traduit de l'allemand par Clotilde Hamblenne



Exemple de *Stolpersteine* posée à Berlin (2007)
Crédit : Philippe Mesnard

NOTES

¹ Pour de plus amples informations au sujet du travail de la Fondation, voir le site : www.amadeu-antonio-stiftung.de

² Olivier Decker, Katharina Rothe et alii, *Ein Blick in die Mitte: Zur Entstehung rechtsextremer und demokratischer Einstellungen in Deutschland*, 2008 (cf. <http://www.fes.de/rechtsextremismus/inhalt/studie.htm>).

³ *Ibid.*, p. 459.

⁴ *Ibid.*

⁵ Jeffrey Herf, *Divided Memory: the Nazi Past in the Two Germanys*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1997.

⁶ Pour le film et les groupes de rap, voir les sites suivants : <http://www.mut-gegen-rechte-gewalt.de/projekte/aktuelle-aktionen/weil-hier-sehr-viele-zu-tode-kamen/> et <http://www.mut-gegen-rechte-gewalt.de/news/reportagen/schueler-aus-niedersachsen-auf-historischer-spurensuche-in-berlin/>